

Voir, juger, agir : elles l'ont fait en GRAND !

Lancement d'une enquête, audition au Sénat, rédaction d'une étude, rencontres de sensibilisation des institutions, large couverture presse, campagne et actions dans l'espace public... Voici autant d'actions menées par une cinquantaine de jeunes femmes de *Vie Féminine* (VF) pour répondre au sexisme vécu par toutes. Laetitia Genin, coordinatrice de la « dynamique jeunes femmes » de VF, revient sur le processus d'Éducation permanente qui a porté ces actions.

Au commencement : les réalités de vie des jeunes femmes...

En 2015, dans de nombreux lieux de rassemblement de VF, apparaissent des témoignages de jeunes femmes (JF) qui traitent d'injustices vécues dans leur recherche d'emploi, leurs études, leur couple, en rue... parce qu'elles sont des femmes. À Namur, Charleroi, Mons, Liège ou Bruxelles mais également dans les villages du Brabant Wallon, du Luxembourg ou de Picardie, les témoignages s'enchaînent et se répondent. Au *Comité JF*², la colère gronde : nous devons faire quelque chose contre ces injustices !

Le contexte de l'époque n'est pas le même que celui d'aujourd'hui : la déferlante #MeToo³ n'a pas encore eu lieu et parler de sexisme est inaudible. On peut s'interroger sur les raisons d'émergence de ces témoignages à cette période... Une de nos hypothèses est que, comme la campagne de VF portait alors sur le continuum des violences vécues par les femmes⁴, les JF ont identifié VF comme un espace où les vécus de sexisme pourraient se dire et être entendus, sans être banalisés ni minimisés. Pour beaucoup de JF, cet espace est alors unique : elles ne parlent de ces vécus ni dans la société, ni en famille, parfois même pas entre copines.

Fortes de notre révolte, nous avons choisi d'orienter le *Grand rassemblement Jeunes Femmes* prévu en avril 2016 sur le thème

du sexisme, décliné dans de nombreuses sphères de la vie : sexisme et emploi, sexisme et corps, ... Ce *Grand rassemblement* est un succès : plus de 120 JF de la Fédération Wallonie Bruxelles s'y retrouvent pour parler de sexisme. Nous faisons le constat que les vécus sont partagés par toutes. La journée est explosive, renforcante, elle donne des ailes... Les participantes ne veulent pas s'arrêter là. Elles veulent que le sexisme soit dénoncé, au grand jour, dans l'espace public. Et ce processus, elles veulent le piloter elles-mêmes ! À partir de cet instant, mon rôle change : en tant que coordinatrice nationale, je ne suis plus en charge d'impulser une dynamique mais plutôt de soutenir leur démarche et leurs initiatives.

Appel à témoins !

À partir de septembre 2016, de nombreuses JF investissent le Comité pour y mener des initiatives. Au cœur des préoccupations, l'envie de donner la possibilité à un maximum de JF de s'exprimer sur des vécus de sexisme. L'idée d'un appel à témoignages arrive rapidement. Ensemble, elles construisent un questionnaire et se donnent deux mois pour le diffuser. Dès la première semaine, plus de 100 témoignages sont récoltés, nous en recevrons 420 au total ! La moitié des témoignages arrive en version électronique et provient essentiellement d'étudiantes ; l'autre moitié en version papier. Le questionnaire papier a été diffusé par les animatrices et les JF de VF dans différents lieux : toutes les antennes et maisons de VF, les formations d'insertion socio-professionnelle de Mode d'Emploi et l'espace public (parcs, sorties d'écoles, centres commerciaux, quais...). L'objectif de cette diffusion massive est de toucher des JF précaires ou ne parlant pas aisément le français. Dans ces espaces, des animations collectives sont mises sur pied.

Mais... que faire de tous ces témoignages quand on n'est ni chercheuse, ni sociologue ? Les JF créent un groupe de lecture et



me mandatent pour proposer des catégories de classement ; une équipe de rédaction de quatre personnes est ensuite mise sur pied.

En parallèle, je parle de la démarche des JF à mes collègues qui me proposent de renvoyer ces questions au monde politique et aux institutions. Vu le travail de réaction mené par VF dans l'élaboration de la loi fédérale contre le sexisme dans l'espace public en 2014⁵, le premier lieu auquel nous pensons est le Sénat.

Toutes au Sénat !

Lorsque je leur parle de la proposition des responsables du mouvement, les JF sont vraiment fières de la confiance qui leur est faite et, en même temps, les questions affluent : « *Nous au Sénat ? Mais qu'est-ce qu'on va leur dire ? Tu crois qu'on peut ? Et ça se fait comment ?* »

Commence alors un travail de préparation de cette rencontre au Sénat pour assoir la légitimité de notre parole. En effet, cela ne va pas de soi dans un contexte où les savoirs issus de l'expérience sont délégitimés par rapport aux savoirs scolaires ; où les savoirs des femmes sont minorés et où de nombreuses JF du groupe ont vécu l'échec scolaire et/ou ne trouvent pas de travail... Par ailleurs, parler d'agression sexiste n'est pas bienvenu dans la société ! Il s'agit de sujets difficiles, où la parole des femmes est souvent minimisée...

Un premier aspect important pour renforcer la **légitimité de la parole** des JF est la convivialité car favoriser les conditions de la rencontre, c'est favoriser les conditions de la discussion. Pour cela, nous agissons sur les freins à la participation : co-voiturage pour qu'aucune n'ait peur de rentrer seule le soir, repas pour celles qui sortent du boulot ou des cours, baby-sitting pour les jeunes mères, solidarité financière pour celles qui sont en grande précarité, traductions pour celles qui ne maîtrisent pas bien le français, animation centrée sur l'oral pour permettre à toutes de s'exprimer... Cette attention apportée à chacune renforce le sentiment de légitimité : « *ma parole est attendue/entendue, ce que je pense a du poids, ce que je dis est juste* ».

Ensuite, nous offrons un cadre qui autorise les émotions : on rigole ensemble, on pleure, on envisage même d'aller péter des trucs dans l'espace public tellement on est en colère ! Finalement,

on choisit de ne pas le faire mais l'espace est offert pour autoriser la colère dont l'expression est traditionnellement interdite aux femmes. Nous sommes aussi attentives à ce qu'aucune JF ne quitte une réunion en n'étant pas bien... La non-mixité (d'âge et de sexe) contribue largement au fait que l'expression de ces émotions soit possible.

Enfin, un cadre est donné aux rencontres, qui repose sur deux concepts : le **sexisme** et l'**espace public**. Le sexisme est positionné d'emblée comme un système de domination à situer dans le continuum des violences faites aux femmes, à sortir des rapports individuels et à renvoyer les responsabilités au niveau collectif. On insiste également sur le fait qu'il n'y a pas de « petites » violences et sur la légitimité de la parole des JF : « *Si toi, tu estimes que ce que tu as vécu t'as blessée, t'as violentée, alors c'est juste. Ta parole est légitime* ». Quant à « l'espace public », nous le positionnons en opposition à l'espace privé : « *Dès que tu franchis le seuil de ta maison, tu es dans l'espace public* ». Ce cadre et ses deux concepts permettent d'ouvrir le champ des témoignages...

Et, puis, ça y est, on est prêtes ! Nous nous sentons légitimes et renforcées : notre prise de parole est préparée, un communiqué de presse est lancé et, le 23 avril 2017 (exactement un an après le *Grand Rassemblement Jeunes Femmes*, nous sommes reçues au Sénat. C'est une magnifique illustration du travail d'éducation permanente car « *depuis le début, nous travaillions ensemble, avec l'objectif de dénoncer le sexisme mais jamais nous n'aurions imaginé les formes que cela allait prendre et où cela allait nous mener !* ».

Ce jour-là, nous sommes une trentaine de JF, qui portent aussi la parole de toutes celles qui n'ont pas pu être là, notamment celles qui sont sans papiers (la carte d'identité est exigée à l'entrée du Sénat).

Lors de l'intervention, quatre JF font un exposé d'une heure et puis dix-sept autres réparties à différents endroits dans la salle plénière du Sénat se lèvent pour témoigner d'une agression sexiste dans l'espace public. C'est inattendu, les parlementaires se retournent, le silence s'impose face à la puissance des témoignages livrés. S'ensuit ensuite un échange avec les sénateurs.ice.s qui nous remercient pour notre travail et soulignent l'importance d'aborder ces questions dans la société. On est quelques mois avant #MeToo et personne ne parle encore de ces questions.



Plusieurs parlementaires prennent des engagements et tiendront leurs promesses.

En parallèle de cette intervention au Sénat, VF décide de faire une étude avec le travail mené par les JF⁶. Cette double reconnaissance, du monde politique et du mouvement, est une victoire totale !



Une étude « vivante » pour lutter contre le sexisme !

À la rentrée de septembre 2017, des séances publiques inspirées de celle du Sénat sont organisées par VF en région afin de faire vivre l'étude. Plus de 20 séances auront lieu à destination du monde politique et associatif, d'institutions ou de services publics (conseils consultatifs communaux, police, STIB, TEC...). En tout plus de 1000 personnes seront touchées. Suite à certaines de ces rencontres, un réseautage local est mis sur pied pour avancer sur la question du sexisme.

En octobre 2017, la presse qui surfe sur la vague #MeToo nous sollicite largement. Plusieurs JF acceptent de témoigner, en mettant comme condition d'avoir un délai de deux ou trois jours avant l'interview pour se préparer. Avant chaque point presse, nous organisons une séance collective de renforcement pour nous donner confiance, nous entraîner via un jeu de rôle, déterminer nos limites et nous autoriser à dire « non ». Les deux pièges les plus fréquents à déjouer étaient la banalisation des agressions sexistes vécues ainsi que l'instrumentalisation du féminisme à des fins racistes. En effet, beaucoup de journalistes cherchaient à nous faire dresser des profils d'auteurs et s'attendaient à ce que ceux-ci soient jeunes et racisés. Nous avons toujours refusé d'entrer dans cette logique qui servirait à discriminer une catégorie de personnes. Notre stratégie était de remettre le focus sur les victimes et leurs vécus ainsi que sur le caractère systémique du sexisme et les responsabilités collectives. Nous insistions également sur la nécessité de bouger pour ne pas renforcer les conséquences dommageables d'une agression : lorsque celle-ci n'est pas prise en charge ou qu'elle est banalisée, elle peut mener à une dépression, à une phobie des transports, à une perte d'emploi... La honte doit définitivement changer de camp !

Des conséquences concrètes

Les JF l'affirment : seules, elles n'auraient jamais réalisé tout ce qu'elles ont fait. C'est la force d'un mouvement d'offrir les conditions pour que les personnes parlent et agissent. Le travail effectué ensemble a eu des retombées concrètes, aussi bien pour les JF que pour VF.

Le processus a permis aux JF de s'affirmer pour la première fois comme féministes dans leur sphère privée mais aussi de développer de nouvelles compétences (contact de la presse, des élus locaux) au service de nouveaux projets dans leur région. C'est ain-

si qu'en 2018 et 2019, les JF de Liège ayant participé au processus, ont mis sur pied l'événement *Je cours pour les droits des femmes* qui a rassemblé plus de 300 joggeur.euse.s.

Par ailleurs, le monde politique et les institutions ont identifié clairement le mouvement VF comme un interlocuteur sur la question du sexisme. À titre d'exemple, la ville de Charleroi a sollicité VF pour la formation de ses « Stewards ».

En interne, la campagne 2018-2019 s'est orientée vers la question du sexisme dans l'espace public en dépassant les catégories d'âge, en envisageant le sexisme dans ses interactions avec le racisme et le capitalisme, en ciblant des lieux-clés de l'espace public où se joue du sexisme : club sportif, école, association, syndicat, scoutisme, commune, café, centre culturel, hôpital, ... En 2018, le contexte a changé : le mouvement #MeToo a montré que les agressions sexistes étaient bien plus nombreuses et systémiques qu'on ne le pensait... L'omerta est brisée, l'enjeu pour VF est désormais de montrer des réalités de vie qui sont plus invisibles que celles des actrices : comment se joue le sexisme pour des femmes travaillant dans les titres-services, pour des femmes qui vivent aussi le racisme ? Ce faisant, VF reste fidèle à son ancrage en milieu populaire. ■

1. Cet article se base sur les propos de Laetitia Genin, Coordinatrice nationale de VF, recueillis par l'auteur.
2. Le Comité national qui rassemble des animatrices et des bénévoles de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.
3. En octobre 2017, suite à l'affaire Weinstein, l'actrice Alyssa Milano propose aux victimes d'agressions et de harcèlement sexuel d'utiliser le hashtag #MeToo pour libérer la parole et briser l'omerta. Le succès est immédiat.
4. *Brisons l'engrenage infernal, il n'y a pas de petites violences faites aux femmes*. Dossier pédagogique publié dans le cadre de la campagne *Brisons l'engrenage infernal*, Bruxelles, Vie Féminine, 2016.
5. *Loi tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination*. Loi du 22 mai 2014.
6. *Le Sexisme dans l'Espace public. Analyse des résultats obtenus dans le cadre de l'appel à témoignages sur le sexisme dans l'Espace public*, Vie Féminine, 2017 (disponible en ligne) <http://engrenageinfernal.be/wp-content/uploads/2016/10/Etude-Sexisme-web.pdf>

